

de prétexte à Berlinguer pour relancer le débat et pour clarifier le sens de ce tournant démocratique.

L'argument du secrétaire général du PCI était assez simple. Comme au Chili, il devient évident qu'en Italie l'union de la gauche n'a pas en elle-même les moyens pour entreprendre les transformations de la société que rend urgentes la crise que traversent l'Italie et les pays occidentaux. Gagner 51 p. cent des suffrages représente une condition nécessaire mais non pas suffisante. Il faut élargir la base du mouvement populaire pour assurer la réussite de l'opération de transformation et pour empêcher les couches moyennes de suivre le même chemin que celles du Chili. Les communistes doivent revoir leur analyse de la Démocratie chrétienne et reconnaître qu'elle reçoit un appui très important parmi des couches dont l'intérêt objectif est l'instauration d'un système socialiste. On a tort de la considérer comme une force purement conservatrice. Par leur action et leur pression, les communistes peuvent favoriser les éléments authentiquement progressistes à l'intérieur de la DC et ainsi isoler les tendances conservatrices ou réactionnaires. Refuser ce «compromis historique» entre les forces politiques populaires signifie accepter la possibilité d'une scission verticale dans un pays déjà très divisé, ce qui ne peut que faire le jeu de ceux qui souhaitent une solution autoritaire de droite ou fasciste aux problèmes énormes auxquels l'Italie doit faire face.

La nouvelle alliance proposée n'exclut ni les socialistes ni les autres partis dits de l'«arc constitutionnel» (c'est-à-dire ceux qui ont participé à l'élaboration de la constitution actuelle) mais privilégie tout de même les liens entre les deux partis qui ensemble représentent plus de 70 p. cent de l'électorat. La Constitution italienne de



Photo AP

**Le chef du Parti communiste italien,
Enrico Berlinguer.**

1948 demeure un point de départ tout à fait valable pour les changements qui seront proposés car, aux yeux des communistes italiens qui ont participé à sa rédaction, elle représente les bases d'une «démocratie avancée» authentique qu'il s'agirait simplement de faire fonctionner correctement. La défense des libertés garanties par la Constitution, le respect du cadre démocratique actuellement en vigueur deviennent donc des parties intégrales de la voie italienne vers le socialisme. Comme nous le verrons dans un instant, elle s'accompagne d'un refus rigoureux de tout rapprochement avec le modèle soviétique.

France:

L'eurocommunisme à la française peut être daté de la déclaration Berlinguer-Marchais du 15 novembre 1975 dans laquelle les deux partis se sont engagés à respecter le multipartisme, le droit à l'existence des partis d'opposition et à l'alternance entre majorité et minorité temporaires. Cette rencontre et cette déclaration faisaient suite à une campagne virulente du parti communiste contre le parti socialiste qui avait commencé en octobre 1974 après que le parti socialiste eut étendu son influence dans la foulée des élections présidentielles. Le parti communiste avait alors mis en cause la fidélité du parti socialiste au programme commun de la gauche signé en juin 1972, l'avait accusé de préparer un éventuel renversement d'alliance après avoir réduit le parti communiste à une force d'appoint. La controverse avait porté aussi sur le soutien du parti socialiste français à son homologue portugais et à son antisoviétisme.

Le XXII^e congrès du parti communiste français (PCF) qui en février 1976 exprima la volonté de ce parti de respecter la démocratie, marque-t-il vraiment l'adoption d'une charte de l'eurocommunisme français? Ce qui caractérisa ce congrès, c'est l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat dans le programme du parti. Mais est-ce bien significatif? Le parti communiste portugais avait lui aussi abandonné cette référence – et cela dès 1974. Et pourtant, il n'hésita pas quelque temps après à investir patiemment mais sûrement le jeune appareil d'état du Portugal démocratique, à chercher à réduire l'influence des socialistes et d'autres groupes démocratiques en entravant la démocratie syndicale et en favorisant la saisie du principal journal de tendance socialiste par des typographes gauchistes. D'autre part, avant les élections présidentielles françaises de 1974, le parti communiste français avait déjà tenté de montrer qu'il avait changé par l'opération «porte ouverte» qui permit symboliquement à André Harris et Alain Sédouy de recueillir les matériaux nécessaires à la publication de *Voyage à l'intérieur du parti communiste*. Cette phase d'ouverture n'empêcha pas, comme nous l'avons vu, une nouvelle phase d'attaques très dures à